9 janvier 2011 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les défis et priorités de l'Outre-Mer, à Petit-Bourg (Guadeloupe) le 9 janvier 2011.

Mes chers compatriotes de la France d'Outre-mer,
Je suis particulièrement heureux de revenir sur cette terre de Guadeloupe que je connais bien. Je lui suis reconnaissant pour son accueil si chaleureux. Et je voudrais vous dire combien, pour Carla comme pour moi, c'est un bonheur que d'être parmi vous pendant ces quelques jours dans ces Antilles françaises.
Mais avant toute chose, permettez-moi d'évoquer de quelques mots le drame qui vient d'endeuiller la France. J'ai appris hier, dans l'avion qui m'emmenait de Fort-de-France à Pointe-À-Pitre, l'assassinat particulièrement odieux de deux de nos compatriotes au Niger. C'est la nation toute entière qui s'associe à la douleur des familles et des proches des victimes. C'est la nation toute entière qui condamne un acte barbare, perpétré par des barbares, un acte d'une lâcheté inouïe. Ce crime, ce crime odieux, ne fait que renforcer la détermination de la France à lutter sans relâche contre le terrorisme, contre les terroristes. Les démocraties ne peuvent pas accepter cela. Les démocraties, c'est leur honneur et c'est leur noblesse, doivent lutter pied à pied contre ces barbares venus d'un autre âge, qui veulent terroriser le monde entier. Nous n'accepterons jamais le diktat des terroristes et du terrorisme.
Je veux également dire aux Guadeloupéens - qui sont venus aujourd'hui si nombreux et je vous en suis particulièrement reconnaissant - ma solidarité avec les familles des cinq victimes des inondations qui ont frappé votre île cette semaine. Je veux leur exprimer, à ces familles, ma profonde sympathie en ce moment si douloureux.
La dernière fois que je suis venu m'exprimer devant vous, c'était durant les « états généraux de l'Outre-mer », alors que nous étions en train de trouver les moyens de sortir, ensemble, vous ne l'avez pas oublié, d'une situation de blocage qui paralysait votre territoire. Je sais que vous avez été profondément meurtris par ces événements. La Guadeloupe, pendant ces semaines de tourmente, a eu peur. Peur de voir son destin basculer dans une direction que les Guadeloupéens ne souhaitaient pas.
La Guadeloupe est un territoire de tumultes. La Guadeloupe est un territoire de fierté. La Guadeloupe est un territoire de combats. Mais c'est également un territoire où l'écrasante majorité de ceux qui y vivent est profondément respectueuse des institutions, attachée à son lien fort avec la République et désireuse de vivre en paix, comme partout ailleurs en France. Pendant toute cette période troublée, j'ai reçu un abondant courrier de Guadeloupe. J'ai été très attentif aux messages que vous m'avez adressés. J'ai compris votre inquiétude et votre souhait que soit restaurée l'autorité de l'État. J'ai entendu votre demande d'un État qui vous protège, qui vous accompagne dans le développement de votre territoire. Désormais, il faut à la Guadeloupe de la stabilité et de l'apaisement.
Votre économie, déjà fragile, a subi les effets de la crise internationale. La crise sociale de 2009 a heurté de plein fouet votre territoire, démultipliant les effets négatifs de la crise. La société guadeloupéenne cherche à reconstruire ses repères, à retrouver le chemin de la confiance, du progrès, de la réconciliation. Les Guadeloupéens veulent se retrouver et veulent par-dessus tout restaurer l'image de la Guadeloupe qu'une petite minorité a malheureusement abîmée. L'État mettra la même force à trouver avec vous ce chemin, qu'il en met à lutter contre ceux qui souhaitent déstabiliser ce territoire, contester la légitimité de ses institutions démocratiques, et

souhaitent déstabiliser ce territoire, contester la légitimité de ses institutions démocratiques, et nous n'accepterons pas qu'une minorité veuille forcer le peuple à choisir un destin qu'il ne veut pas.
Que cela soit clair entre nous mes chers amis Guadeloupéens : je ne laisserai personne proposer et décider de votre avenir sans votre consentement. Je n'ai qu'une seule certitude mais je la martèlerai : la Guadeloupe c'est la France, les Guadeloupéens sont Français. Et ici c'est le territoire de la République française. Je veux d'ailleurs rendre hommage à vos élus, toutes tendances politiques confondues. Mesdames et Messieurs, je suis Président de la République, mais quand il y a eu la crise et la paralysie, j'ai été heureux de pouvoir travailler avec les élus de toutes les sensibilités, qui ont eu le courage de dire « non » à la violence, de dire « non » au pouvoir dans la rue et de défendre les institutions de la République. C'était leur rôle et c'était leur devoir.
C'est d'ailleurs pour qu'il n'y ait pas d'ambigüité, que j'ai souhaité venir ici présenter mes voeux à l'ensemble des Français d'Outre-mer.
Mes chers amis, l'année 2010 n'a pas été facile mais elle a été particulièrement dense pour nos Outre-mer, nos Outre-mer au pluriel.
- accompagnement de la Martinique, de la Guyane et de Mayotte dans la modernisation de leurs institutions £
- engagement de la réforme électorale en Polynésie £
- tenue d'un Comité des signataires de l'Accord de Nouméa qualifié par tous les observateurs d'historique £
- renégociation des Accords de Matignon, à La Réunion, pour favoriser le développement des grands projets d'infrastructure £
- mise en oeuvre des décisions arrêtées dans le cadre du premier Conseil interministériel de l'Outre-mer de l'histoire £
- sortie des derniers textes d'application de la Loi pour le développement économique des Outre-mer £
- et tant d'autres réformes que je ne veux pas toutes énumérer, comme le lancement de la télévision numérique terrestre (TNT) sur l'ensemble de l'Outre-mer.
Peu à peu, le visage de nos territoires est en train de changer. Marie-Luce PENCHARD, Ministre chargée de l'Outre-mer, y a beaucoup contribué. Nous sortons progressivement d'une relation avec Paris, je vais vous parler franchement, qui était trop souvent fondée à la fois sur une certaine forme de paternalisme et sur un sentiment de culpabilité issu d'une histoire, de part et d'autre mal assumée.
J'ai confiance en la France d'Outre-mer. Je connais les ressources de nos territoires, les grandes capacités des Ultramarins. C'est pourquoi j'ai souhaité accompagner les Outre-mer dans la compétition mondiale, et je voudrais que ce message soit compris. Vous ne devez pas vous isoler du monde car tôt ou tard, ce monde finira par vous rattraper. En vous permettant de valoriser vos atouts, de mettre en avant vos forces, d'utiliser vos talents, nous vous inscrivons dans le monde d'aujourd'hui. C'est la meilleure façon de vous protéger. Je veux contester cette vieille idée qui vous a fait tant de mal, d'un État qui pourrait ériger une cloison infranchissable entre les territoires Français d'Outre-mer et le reste du monde. Cette cloison est une chimère. Au même titre qu'était une chimère la ligne Maginot entre l'Allemagne et la France au moment de la 2nde guerre mondiale. C'est une chimère. C'est un mensonge, c'est une stratégie qui ne peut aboutir qu'à l'échec. Et c''est une idée dangereuse, mes chers compatriotes, parce que cette idée d'une cloison prétendument infranchissable entre vous et le monde, elle vise à maintenir nos territoires dans un lien de dépendance à la métropole, d'assistance et, au bout du compte, cela ne rend service à personne. A force de trop vouloir vous préserver, de trop vous isoler, on a fini par vous étouffer. J'ai souhaité rompre avec ceci, même si la facilité aurait consisté à tenir le discours habituel : on aime l'Outre-mer et on survole les problèmes...
Si on a confiance en l'Outre-mer, on a confiance en ses talents, en l'avenir de votre jeunesse. Cet avenir ne peut pas tenir simplement dans les mots RMI hier et RSA aujourd'hui. Cet avenir ne peut pas être résumé dans l'assistance ici, comme en Métropole. Vous voulez de bonnes études

pour vos enfants, vous voulez des emplois qualifiés pour vos enfants. Vous voulez que vos enfants s'inscrivent dans le monde d'aujourd'hui tel qu'il est. Non pas que l'on vous mette sous cloche, en vous demandant de dire merci à celui qui vous met sous cloche et puis le jour où il n'y a plus les moyens d'entretenir la cloche, on vous laisse face au monde qui a continué à avancer. Voilà la réalité avec laquelle j'ai voulu clairement rompre.

Il me semble qu'il y a un lien nouveau entre la métropole et ses Outre-mer, plus fort qu'auparavant parce que fondé sur la confiance réciproque, les responsabilités partagées. Evidemment, ce partenariat rend nos relations plus exigeantes, c'est sûr. C'est plus difficile. C'est plus difficile du côté de l'État, parce que vous ne voulez plus simplement des discours, vous voulez des faits. Vous ne voulez pas des promesses, vous voulez des réalisations. Si je suis venu et reviens si souvent en Outre-mer, c'est justement pour créer ce lien de confiance. Et parallèlement, c'est plus exigeant pour vos territoires parce que naturellement, si on vous donne des responsabilités, il convient que vous les assumiez.

Là encore, vous connaissez la situation budgétaire de la France. Les déficits et l'endettement. Je suis venu vous tenir un discours de vérité. Je ne peux pas d'un côté dire à l'ensemble de l'État et de la République française : « faites des efforts pour réduire les déficits » et dire : « l'Outre-mer, on n'y touche pas ».

Nous avons, avec le Premier ministre, imposé 10 milliards d'euros d'économies sur le budget de la Nation. Si j'avais dit « les efforts, c'est pour tout le monde, sauf pour l'Outre-mer », certains, toujours les mêmes, auraient stigmatisé l'Outre-mer, en affirmant : « Regardez l'Outre-mer, c'est un fardeau ». Il me semble que la responsabilité, c'est de considérer l'Outre-mer comme un élément la République, à part entière.

J'ai donc demandé des efforts à chacun. Dans la dernière loi de finances, nous avons dû aménager les dispositions relatives à l'énergie photovoltaïque Outre-mer, l'avantage fiscal sur une partie de la défiscalisation. Je veux rappeler à cet égard que, dans ces deux cas, c'est le contribuable métropolitain, en quête d'optimisation fiscale, qui va voir reposer sur lui la quasi-totalité de l'effort. Dans le même temps, nous avons tenu à protéger le financement du logement social, qui est une priorité à mes yeux, et nous avons tenu à rendre opérationnelle l'aide à la rénovation des chambres d'hôtel. Je veux que là aussi les choses soient claires entre nous. La défiscalisation demeure l'outil le plus efficace pour le financement du développement économique Outre-mer, en tous cas en raison de l'état actuel du réseau bancaire parce que je connais vos difficultés pour obtenir des banques des engagements financiers. Il est vrai que, dans notre pays, spécialement en Outre-mer, on est tout à fait volontaire pour prêter à ceux qui n'en ont pas besoin et donc la défiscalisation est un élément qui vient naturellement compenser cette situation. Je protégerai la défiscalisation parce que j'y crois et que c'est le seul moyen de créer de la richesse ici. Sur les 10 milliards d'économies, je ne peux pas dire à la communauté nationale : « nous n'avons rien demandé à l'ensemble des Outre-mer ». Il y a un donc effort de 300 millions d'euros qui vous a été demandé. Compte tenu du poids démographique des Outre-mer dans l'ensemble national, c'est un effort qui ne remet nullement en cause notre politique à l'égard de vos territoires. Je sais, il aurait mieux valu ne pas le dire, ce n'est jamais le moment. Mais, à force de ne rien dire, les gens considèrent qu'on leur ment et quand on ment, il n'y a pas la confiance. Moi, ce que je pense, c'est que la confiance se construit sur un discours qui est un discours de vérité.

Ce partenariat nouveau, fondé sur la confiance, trouve sa traduction en matière institutionnelle. Mayotte. Que n'ai-je entendu à ce sujet... Je crois que depuis le début de ma carrière politique, il y a quelques années, j'ai entendu tous les gouvernements de gauche comme de droite promettre à Mayotte le statut de département. Quand je suis devenu Président de la République je me suis dit : tiens, cela doit être fait, cela a été tellement promis. Non, cela restait à faire. Mayotte et ses habitants ont manifesté à d'innombrables reprises la volonté d'être Français. Est-ce que la France doit leur fermer la porte ? Ma réponse est clairement : non ! Mayotte sera officiellement le 101e département français au mois de mars prochain. J'en suis heureux pour l'île et je considère, là aussi, que ceux qui n'y croient pas (et c'est leur droit), aient le courage de dire qu'ils sont «

contre ». Mais dire je suis « pour » la départementalisation et ne pas la faire, çà c'est un raisonnement que je conteste. On peut parfaitement être contre la départementalisation, (je suis « pour ») mais, si on est pour, on le fait. Ce problème est donc réglé au mois de mars prochain. La Martinique et la Guyane : deux référendums. Un fameux débat... Les électeurs de ces deux collectivités m'ont demandé de fusionner département et Région en une collectivité unique. C'était il y a un an, jour pour jour. Le texte est prêt. Il est soumis à l'avis du Conseil d'État et le projet de loi sera présenté au dernier Conseil des ministres du mois de janvier. Le choix est fait, les électeurs se sont prononcés, la décision est prise, la Martinique et la Guyane auront donc une collectivité unique.

En Guadeloupe, vos élus réunis en Congrès le 28 décembre dernier, ont demandé à l'État des adaptations à la loi portant réforme des collectivités territoriales. Celle-ci, vous le savez, régit désormais le droit commun des collectivités locales pour la France entière. Vos élus souhaitent que soient appliquées en Guadeloupe des règles spécifiques, distinctes de celles du reste de la France. S'agissant du nombre de conseillers territoriaux et du mode de scrutin, dont j'ai cru comprendre qu'ils souhaitent qu'il fasse une large place à la représentation proportionnelle. Les élus de Guadeloupe n'ont donc pas fait le même choix que les élus martiniquais et guyanais, qui ont souhaité une collectivité unique. C'est leur droit et je voudrais préciser que ma conviction la plus intime c'est, qu'en matière institutionnelle, les différences d'organisation entre chaque territoire ne posent aucun problème. Ecoutez, l'unité n'est pas l'uniformité et le jour où l'on veut tout uniformiser, c'est là que l'on casse l'unité. C'est vraiment une chose dont je voudrais vous convaincre. A partir de là, je reconnais les différences d'organisation mais je note toutefois que c'est bien le passage à la collectivité unique, en Martinique et en Guyane, qui a permis l'adoption de règles particulières. La question posée est donc, en réalité, de savoir jusqu'où l'on peut adapter le droit de la République outre-mer sans passer par l'une des évolutions institutionnelles explicitement prévues par notre Constitution et qui nécessitent par ailleurs le consentement des électeurs consultés par référendum. C'est bien sûr une question de droit mais c'est aussi une question de principe. C'est pourquoi j'ai voulu prendre du temps pour analyser toutes les conséquences de la proposition que nous ont présenté vos élus et ne pas répondre à chaud. Je vois bien que tout le monde me poussait à répondre à chaud. J'ai reçu le texte le 28 décembre, on est début janvier. Je veux y réfléchir, je veux en parler avec vos élus et je leur ai proposé que nous nous retrouvions à l'Elysée pour évoquer cette question le 14 février prochain. Ce n'est pas un problème de principe pour moi mais je veux vraiment comprendre ce que vous avez à me dire. Je veux voir dans quelles conditions il faut ou non associer l'ensemble de la population à ce choix, je veux que les Guadeloupéens ne se sentent pas exclus de ce débat. Je remercie chacun d'avoir fait ce travail, surtout d'avoir compris que je ne voulais pas y répondre tout de suite. Je veux y réfléchir. Ce sont des affaires sérieuses qui vont bien au-delà de la gauche et de la droite et pardon de le dire qui vont bien au-delà de mon propre mandat. Nos successeurs, aux uns comme aux autres, auront à vivre avec ces institutions. Je veux que l'on fasse à chaque fois du cousu main.

S'agissant de la Polynésie française, j'ai décidé d'engager une réforme électorale importante afin de permettre à ce territoire d'être correctement gouverné par ses responsables politiques. Ecoutez, en Polynésie française, sur les trois dernières années, toutes les alliances ont été essayées sous les yeux de Polynésiens qui regardent, impuissants, le spectacle de leurs dirigeants qui s'entre-déchirent sur fond de crise économique dramatique. C'était le rôle de l'État que de mettre de l'ordre dans cette situation. Nous l'avons fait, et la Polynésie sera dotée d'un nouveau système électoral avant la fin de cette année. Comprenez-moi, là aussi, je souhaite vous donner le maximum de responsabilités, vous accompagner le mieux possible. Mais lorsque dans un territoire, c'est la pagaille et l'impuissance, alors l'État n'aura aucun complexe à reprendre les choses en main. C'est la contrepartie, cela ne peut pas être autrement.

Vous le voyez, je ne crois pas en la vision d'un Outre-mer figé et uniforme. Je crois à la souplesse, à l'adaptation des politiques locales aux réalités locales. L'unité de la République ce n'est pas l'uniformité : on peut être égaux sans être semblables. Je crois en la maturité des citoyens d'Outre-mer et je souhaite que chaque collectivité d'Outre-mer, chaque territoire trouve

citoyens d'Outre-mer et je souhaite que chaque collectivité d'Outre-mer, chaque territoire trouve sa juste place au sien de notre République.
L'État gardera toujours son rôle de contrôle, d'arbitre et de garant de l'unité de notre Nation.
Certains voudraient faire croire que j'organise : je reprends l'expression même si elle est un peu triviale - que j'organise le « largage » de l'Outre-mer. Je veux répondre clairement. Tant que je serai Président de la République -c'est un engagement fondamental et personnel que je prends devant vous- il n'y aura aucune séparation entre la métropole et l'Outre-mer. Je n'ai pas été élu pour cela et si la France est un pays à nul autre pareil, c'est parce qu'il y a ces Outre-mer. Je connais la crainte historique de voir la métropole s'éloigner de vous. Je veux donc être clair sur ce sujet.
Pour ceux qui s'inquiètent de la modernisation du système des habilitations législatives qui permettra à vos collectivités d'intervenir dans le domaine de la loi, face à la nouvelle collectivité unique, l'État doit adapter ses capacités d'intervention. C'est pourquoi, j'ai tenu à ce que le pouvoir de substitution des Préfets soit renforcé dans les collectivités qui pourront mettre en oeuvre les habilitations législatives.
Concrètement, cela signifie que les Préfets, Monsieur le ministre de l'Intérieur, pourront agir à la place des collectivités locales - si celles-ci sont défaillantes - dans un certain nombre de domaines absolument fondamentaux. Là encore, les choses sont claires : si les collectivités territoriales font leur travail, il n'y a aucun problème. Mais sur la question de la gestion des déchets ou de la mise en place des transports collectifs, je ne pourrai pas accepter que des rivalités politiques paralysent l'action publique dans certains territoires. Là encore, il y a une cohérence absolue à mes yeux. Plus de pouvoir pour vous et pour vos élus, plus d'autonomie pour vous. Mais si les collectivités et les élus sont paralysés par des règlements de compte politiques, à ce moment-là, l'État fera le travail des collectivités. Je crois que c'est très simple, il y a une règle du jeu. Je crois que c'est très important que l'on se comprenne.
J'ajoute, comme je m'y étais engagé, que nous allons faire en sorte que l'État sur vos territoires mette fin à quelque chose qui m'a toujours choqué. Je souhaite que le visage de l'État ressemble à la diversité des populations dont nous avons à nous occuper. C'est un problème : souvent j'entends dire : « Ah la police française, c'est bien parce qu'elle répond à la diversité de la population ». C'est vrai, au niveau de l'agent ou du fonctionnaire de base, c'est faux au niveau du commissaire de police ou du directeur de la fonction publique. Je souhaite que cela change, que cela change profondément.
En Nouvelle-Calédonie, j'ai tenu à nommer auprès du représentant de l'État un sous-préfet issu de la communauté kanak. Je suis persuadé que les Kanaks et le Caldoches ont un intérêt mutuel à s'entendre et à travailler ensemble au développement de la Nouvelle-Calédonie. Mais si dans les cadres de l'État il n'y a jamais un seul Kanak, comment voulez-vous que la communauté kanake se retrouve dans l'État qui est censé la représenter ? Il m'a semblé également souhaitable de désigner des « sous-préfets en charge de la cohésion sociale » qui sont, pour la plupart originaires d'Outre-mer. J'ai voulu aller plus loin : désormais, chaque nomination de haut niveau Outre-mer se fera avec l'accord écrit de la Ministre de l'Outre-mer. L'Administration -je veux être compris là aussi- doit dorénavant faire la démonstration, pour chaque nomination d'importance sur vos territoires, qu'il n'existait pas d'Ultramarin ayant les compétences requises pour assumer le poste.
Qu'on ne me fasse pas le mauvais procès que j'ai déjà connu tant de fois dans ma vie politique. Naturellement, c'est la compétence qui prime. Bien sûr, républicain je suis, républicain je demeure, mais je le dis : à niveau de compétence égale, nous donnerons la priorité à celui qui est originaire d'Outre-mer. Et nous le ferons tant que le retard ne sera pas comblé, s'agissant des jeunes ultramarins, dans l'appareil de l'État. Il y a un moment où une politique volontariste doit rééquilibrer les choses. C'est trop facile de me dire : « ah ! Il n'y a pas d'ultramarins intéressés par le poste, il n'y a pas d'ultramarins qui ont la compétence pour le poste ». C'est exactement ce que l'on disait pour la place des femmes dans les responsabilités de l'État. On aurait bien voulu nommer des femmes préfets, des femmes ministres, des femmes directeurs, mais malheureusement, il n'y en avait pas. Voilà, c'est l'éternel recommencement. Je veux que l'État

ressemble à la diversité de la population. J'ajoute que les choses sont en train d'évoluer : nous avons réformé les concours des grandes écoles pour faire place à une meilleure équité face aux épreuves. Je continuerai à développer la diversité des profils, s'agissant de l'appareil de l'État.
Un mot sur le domaine économique.
Comme vous le savez, je crois beaucoup aux capacités de développement endogène de vos territoires. Il faut que je m'explique sur cette expression « développement endogène ». Certains ont dit : finalement, ce qu'il veut, c'est le « débrouillez-vous tout seul ». C'est simplement le contraire. Je veux réduire la part de produits qui viennent de Métropole ou d'Europe pour être consommés sur place, je veux vous donner les moyens de créer les entreprises capables d'alimenter votre territoire et, pourquoi pas, votre environnement régional. Je ne peux pas me satisfaire- je le dis sous le contrôle du ministre de l'Agriculture -, que la quasi-totalité de la viande consommée sur vos îles soit importée de fort loin. Alors, après on me dit : « c'est cher ». Est-ce que ça ne serait pas moins cher de développer la filière de l'élevage sur vos îles alors qu'il y a de l'espace, qu'il y a de l'eau et qu'il y a des pâturages, plutôt que d'organiser par la distribution un système qui ne fait que renchérir les prix ? L'agriculture ultramarine est un élément absolument décisif de la diversité de production dans vos îles. Notre idée, c'est que vous puissiez créer davantage de valeur ajoutée. Alors, naturellement ce n'est pas facile mais j'ai le sentiment que jamais on n'a concentré les moyens de l'État et des collectivités locales sur cet objectif. C'est fantastique de voir quand tous les acteurs se mettent d'accord. J'étais, hier, en Martinique. C'est la première fois dans mes innombrables déplacements que j'ai vu - et je m'en réjouis -, une Martinique maintenant décidée à faire du tourisme une priorité. Mais c'est quand même une évidence quand on voit vos îles et je veux m'inscrire en faux : servir n'est pas s'asservir, tournons la page de notre histoire. Le seul asservissement, c'est le chômage, c'est la pauvreté, c'est l'absence d'études pour vos enfants. Ce n'est pas un asservissement que vos paradis que sont ces îles soient visités. Quand je vois que vous n'avez que 2 % des touristes de la Caraïbe pour les Antilles, je me dis qu'il y a quelque chose à faire et que, finalement, c'est un choix. J'avais, pendant la campagne présidentielle, provoqué un débat en disant que je ne croyais pas aux zones franches. Je n'y croyais pas parce que vos îles sont des petits territoires. Et dans ces petits territoires, on exonérait d'impôt des micro-territoires particuliers. Qui pouvait y comprendre quelque chose ? Nous avons créé les zones franches globales - je suis certain que ça va fonctionner, c'est en place depuis 6 mois - et dans les zones franches globales, c'est toute l'île qui est en zone franche, mais c'est vous qui choisissez les secteurs qui sont prioritaires, ce n'est pas l'État. C'est une petite révolution que nous avons mise en place.
J'ajoute pour les Commissaires au développement endogène que nous avons choisis avec les ministres, tous viennent du privé. Tous sont des spécialistes du développement économique. Ils seront rattachés directement à la Ministre de l'Outre-mer, ils vont rencontrer tous les acteurs locaux. Il y en aura un pour chacun de nos territoires. Alors, à peine y-a-t-il une idée nouvelle que les spécialistes, qui ne manquent pas, m'expliquent que «ça ne marchera pas», qu'ils vont être en concurrence avec les Régions, que les Préfets vont leur faire la guerre, que les acteurs locaux ne vont pas faire appel à eux... Soit. On peut toujours partir du principe que rien ne marchera jamais. Mais, moi je suis optimiste, je suis volontariste, je veux que ça marche et j'imagine un autre scénario, dans lequel tout le monde va essayer, sur ce sujet du développement économique, de tirer dans le même sens. L'État met à votre à disposition des « catalyseurs » de vos énergies, des professionnels dont la spécialité est d'entreprendre. A vous de vous saisir cette opportunité. A vous de saisir cette chance et je crois profondément que cela va fonctionner. Je pourrais continuer longtemps - je ne le ferai pas -, je crois au partenariat que nous avons engagé en matière agricole, avec notamment des crédits particuliers pour la diversité des productions. Je crois également au partenariat avec les collectivités territoriales sur les relations internationales. Là encore, mes chers compatriotes d'Outre-mer, cessons d'être à ce point dans une posture idéologique, qui nous amène à ne pas saisir toutes nos chances. Les uns et les autres, vous êtes dans des univers régionaux. Je ne vois que des avantages à ce que les dirigeants de vos collectivités, vos élus, représentent la France dans son ensemble, dans les contacts que vous

pouvez avoir avec les pays étrangers de vos univers régionaux. Le président de la future collectivité unique de Guyane est très à l'aise pour discuter avec les Brésiliens, alors qu'ils ont 700 kilomètres de frontière commune. Cela ne remet pas en cause le pouvoir du Président de la République française. Et vous, dans cet arc des Caraïbes, vous avez vos élus qui peuvent parfaitement porter le message de la France lors d'un certain nombre de sommets de la Caraïbe. Ça n'a aucun sens de ne pas profiter de cette richesse et d'avoir un comportement qui conduit, pour demander un visa, à devoir faire 8 000 kilomètres vers la Métropole pour être sûr que la décision arrive avec deux mois de retard, quand les vacances sont passées... La République que j'appelle de mes voeux, c'est une République de la confiance et non pas de la méfiance. Quand on regarde nos territoires : faut-il être incompétent pour se poser la question de savoir « à quoi sert l'Outre-mer français ? »

La Guyane : 700 kilomètres de frontière - je le disais - avec le géant Brésilien... Et bien, je suis très heureux d'aller inaugurer le pont qui va relier la Guyane française au Brésil, au dessus de l'Oyapoc! Remarquez, il aura fallu 11 ans pour construire le pont. Mais, qui peut penser -et je le dis devant mon avis Rodolphe ALEXANDRE- qui peut penser que la Guyane peut se développer sans accrocher son wagon au puissant train brésilien ? Qui peut douter que l'opportunité se trouve là ?

La Réunion, si dynamique, qui est notre porte d'entrée sur l'Océan indien et qui rayonne dans un bassin francophone de plusieurs millions de personnes parlant Français. J'ai beaucoup d'ambition pour la Réunion, pour ses universités, pour la formation de ses médecins, La Réunion qui peut rayonner sur l'ensemble de ce bassin francophone.

La Guadeloupe, la Martinique : vous rayonnez sur tout l'Arc caribéen, aux côtés de Saint-Barth et de Saint-Martin et c'est une chance. Alors, on me dit : « oui, mais les charges sociales sont plus lourdes chez nous ». C'est vrai, mais permettez-moi de vous dire, quelle île des Caraïbes peut prétendre à un niveau de santé et de soins comme celui que vous connaissez ? Laquelle ? Quelle île peut prétendre à un niveau de stabilité politique et de sécurité comme celui que vous connaissez ?

La Polynésie, la Polynésie, qui est grande comme l'Europe, avec des paysages parmi les plus beaux du monde...

La Nouvelle-Calédonie et ses fantastiques ressources minières...

Mayotte au coeur d'une zone stratégique, le canal de Mozambique...

Saint-Pierre-et-Miquelon qui assure une présence française bien utile à quelques kilomètres du Canada...

Wallis-et-Futuna qui étend notre influence dans tout le Pacifique...

Et même nos Terres Australes et Antarctiques avec leur biodiversité unique au monde...

Je considère que poser la question « à quoi sert l'Outre-mer ? », c'est se montrer d'une incompétence rare et je connais nombre de pays qui aimeraient pouvoir s'appuyer sur un Outre-mer aussi divers que celui que nous connaissons sans parler de la jeunesse et de la vigueur de vos populations. L'Outre-mer, c'est une chance considérable et pour moi, je considère que le message universel de la France fait qu'il existe quelque chose de commun entre un petit garçon de Rodez et une petite fille de Mamoudzou ? C'est ça la France, c'est cela la République française qu'il convient de défendre.

Dans ma vision pour l'outre-mer, il ne s'agit pas de vous imposer un schéma mais, au contraire, de mieux vous accompagner dans le choix de votre développement.

Alors, cette année, j'en terminerai par ceci, sera une année particulière puisque j'ai voulu qu'elle soit « l'Année des Outre-mer ». Et je souhaite que l'ensemble des Français s'approprient l'Outre-mer. Que chaque Français à la fin de l'année 2011 ait une vision plus réaliste de nos territoires.

J'ai confié cette tâche à Daniel MAXIMIN qui a beaucoup travaillé avec votre ministre. Un programme, très riche, sera dévoilé lors d'une conférence de presse à Paris, retransmise sur les antennes d'« Outre-mer Première » mercredi prochain.

Et cette « Année des Outre-mer », je l'ai voulue populaire. J'ai voulu que ce soit une année de respiration des Outre-mer en France. Il vous appartient d'en faire votre année. Chacun pourra organiser un événement dans sa ville, dans son quartier.

organiser un evenement dans sa ville, dans son quartier.
Je serai, moi-même, présent à plusieurs manifestations. Je me rendrai à la fin de l'été, en Nouvelle-Calédonie pour y ouvrir les Jeux du Pacifique, qui reviennent pour la première fois sur ce territoire depuis le drame d'Ouvéa. Quelques mois après la disparition de Jacques LAFLEUR, pour lequel j'ai dit toute l'affection et la grande estime que je lui portais. Et pour moi ce sera très émouvant de voir toutes les communautés défiler, ensemble, derrière un emblème commun, le double drapeau, prévu lors du dernier Comité des signataires. Je ferai tout pour que la violence ne revienne pas sur le territoire de Nouvelle-Calédonie, tout.
Je serai très fier de mettre à l'honneur, lors du prochain défilé du 14 juillet, nos jeunes des Régiments du Service militaire adapté - dont nous fêterons le cinquantenaire -. Tous ces jeunes qui sont insérés dans la société grâce au Service militaire adapté défileront le 14 juillet sur les Champs-Élysées.
Je veux, enfin, vous dire combien j'ai été touché de l'accord formel des descendants d'Aimé CÉSAIRE pour qu'un hommage national lui soit rendu au Panthéon. Ses cendres resteront bien sûr en Martinique, la terre où il a souhaité reposer. Mais la Nation toute entière honorera la mémoire de l'une des grandes lumières de notre temps, au mois d'avril, dans ce lieu profondément emblématique de notre République. André BRETON, parlant de CÉSAIRE, disait de sa parole qu'elle était "belle comme l'oxygène naissant". Quiconque a parlé avec CÉSAIRE comprend ce que ces mots peuvent signifier. Et nous veillerons à ce que cette cérémonie allie sobriété de la forme et puissance de l'expression, comme la famille me l'a demandé.
Mesdames et messieurs, mes chers compatriotes, je serai très présent à vos côtés même si la présidence de la France du G8 et du G20 m'amènera à avoir un agenda international intense. Mais je veux que vous compreniez qu'il n'y a pas de différence entre l'action que le gouvernement mène à l'international et l'action que nous menons au national. La banane antillaise, on la défend tout autant en étant sur votre territoire qu'en s'investissant dans les grandes négociations internationales, en ne cédant à aucune des demandes du Mercosur. Il faut comprendre cela.
Je voudrais vraiment qu'à la fin de cette action et de mon quinquennat, les Français portent un autre regard sur l'Outre-mer, qu'ils vous voient comme des gens fiers, compétents, parfaitement inscrits dans le monde d'aujourd'hui, ayant parfaitement digéré leur histoire, n'ayant ni amertume, ni revanche, simplement de l'espérance pour eux et pour leurs enfants. J'aimerais que l'on comprenne que votre souci de défendre votre identité n'est en rien une défiance à l'endroit de la République française, mais au contraire, une volonté de s'ancrer profondément dans la République. Quand on parle le créole, quand on croit en sa culture, quand on honore la mémoire de ses ancêtres, on témoigne de la richesse de son patrimoine que l'on apporte à la République française. Nier cette réalité, c'est ne pas comprendre la diversité de la France. Et j'aimerais que vous compreniez que ma façon de vous aimer, c'est de vous respecter. Et ma façon de vous respecter, c'est de vous dire ma part de vérité. Qui que vous soyez, quels que soient vos sentiments politiques, quels que soient vos origines, quelles que soient vos espérances, quels que furent vos combats dans le passé, l'Outre-mer mérite qu'on lui donne sa chance. Et croyez-bien que ce sera l'une des grandes ambitions de cette année 2011 pour moi.
Vive la République, Vive la France, Vive les Outre-mer français !